

**Zeitschrift:** Bulletin des lois, décrets et ordonnances du canton de Berne  
**Herausgeber:** Chancellerie d'État du canton de Berne  
**Band:** 38 (1899)

**Rubrik:** Mars 1899

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 22.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Arrêté du Conseil-exécutif

7 mars  
1899.

concernant

### les installations qui servent à la production ou à l'utilisation de forces électriques.

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

*considérant :*

1° que les conducteurs et les installations électriques peuvent, en cas de construction défectueuse ou d'emploi irrationnel, créer des risques d'incendie et présenter, selon les circonstances, des dangers pour la sûreté des personnes ;

2° qu'en tout cas des prescriptions spéciales, fédérales ou cantonales, devront tôt ou tard être édictées concernant les installations électriques, mais que néanmoins la publication de prescriptions cantonales n'est pas désirable avant que la question actuellement en suspens de la publication de prescriptions fédérales sur la matière ait été résolue ;

3° qu'en revanche, dans l'intervalle, des prescriptions provisoires deviennent nécessaires, notamment en ce qui a trait aux établissements industriels ;

Vu les art. 2, 14, nos 3 et 4, 26, 27 et 103, n° 1, de la loi sur l'industrie, du 7 novembre 1849, et l'art. 110 du décret concernant la police du feu, du 1<sup>er</sup> février 1897 ;

7 mars  
1899.

Sur la proposition de la Direction de l'intérieur,

*arrête :*

**Article premier.** Les installations servant à la production de forces électriques ou à l'utilisation de ces forces au moyen de moteurs et de conducteurs (aériens ou souterrains), sont soumises à la surveillance spéciale prévue par la loi sur l'industrie et seront rangées dans la nomenclature établie à l'art. 1<sup>er</sup>, litt. B, de l'ordonnance du 27 mai 1859.

**Art. 2.** En conséquence, aucune installation servant à la production ou à l'utilisation de forces électriques ne peut être construite ou exploitée sans les autorisations prévues par la loi sur l'industrie (*permis de construction et d'appropriation* et *permis d'industrie*). Les entrepreneurs d'installations de ce genre déjà existantes devront se procurer les autorisations requises, au cas où ils ne les posséderaient pas encore.

**Art. 3.** Si aucune opposition n'a été formée lors de la publication de la demande en permis, la décision à prendre rentre dans la compétence du préfet; au cas contraire, c'est la Direction de l'intérieur qui statuera. Demeurent réservés les art. 9 et 33 de la loi sur l'entretien et la correction des eaux, du 3 avril 1857, ainsi que l'art. 3 de la loi fédérale concernant le travail dans les fabriques, du 23 mars 1877.

**Art. 4.** Outre les réserves générales ordinaires et les conditions éventuelles spéciales reconnues nécessaires après l'examen du cas particulier, l'autorisation au sens de la loi cantonale sur l'industrie devra formuler encore une réserve portant que le propriétaire peut être tenu, en tout temps et sans qu'il lui soit alloué aucune indemnité,

d'apporter à la construction et à l'exploitation de son établissement les transformations conformes aux prescriptions spéciales du moment, tant fédérales que cantonales, concernant les conducteurs et les installations électriques. 7 mars 1899.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur. Il sera publié dans la *Feuille officielle* et inséré au Bulletin des lois.

*Berne*, le 7 mars 1899.

Au nom du Conseil-exécutif:

*Le Président,*

KLÄY.

*Le Chancelier,*

KISTLER.

---

17 mars  
1899.

# Décret

conférant

**la qualité de personne morale à la „Fondation  
de la famille Kolb“.**

---

**Le Grand Conseil du canton de Berne,**  
Sur la proposition du Conseil-exécutif,  
*décète :*

**Article premier.** La „Fondation de la famille Kolb“  
est reconnue comme personne morale, c'est-à-dire qu'elle  
pourra, sous la surveillance du Conseil-exécutif, acquérir  
des droits et contracter des engagements en son propre nom.

**Art. 2.** L'autorisation du Conseil-exécutif est ce-  
pendant nécessaire pour toute acquisition d'immeubles.

**Art. 3.** Le règlement de la fondation ne pourra être  
modifié qu'avec le consentement du Conseil-exécutif.

**Art. 4.** Les comptes annuels devront être soumis  
chaque année à la Direction de l'intérieur et approuvés  
par le Conseil-exécutif.

**Art. 5.** Le présent décret sera inséré au Bulletin  
des lois.

*Berne, le 17 mars 1899.*

Au nom du Grand Conseil:

*Le Président,*  
D<sup>r</sup> MICHEL.  
*Le Chancelier,*  
KISTLER.

---